



OCTOBRE
2021



Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun

**Insécurités d'une société pastorale
et limites d'une réponse sécuritaire
hybride**

Centre Afrique
subsaharienne

Fanta DADA PETEL
Thierry VIRCOULON

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0431-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Fanta Dada Petel

Comment citer cette publication :

Fanta Dada Petel et Thierry Vircoulon, « Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurités d’une société pastorale et limites d’une réponse sécuritaire hybride », *Notes de l’Ifri*, Ifri, Octobre 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Auteur

Fanta Dada Petel est une chercheuse camerounaise qui vient d'obtenir son doctorat en histoire à l'université de Maroua sous la direction du professeur Saïbou Issa en 2020. Ses recherches doctorales ont porté sur la sédentarisation des Mbororo dans la région du Nord-Cameroun et les insécurités. Elle enseigne actuellement à Douala.

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École normale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Il a vécu en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo.

Résumé

Les Mbororo sont des Peuls qui, à l'inverse des Fulbé, ne se sont pas sédentarisés et ont pendant longtemps pratiqué un élevage nomade. Ils connaissent cependant une dynamique de sédentarisation dans le nord du Cameroun (Septentrion) depuis plusieurs décennies, à tel point que beaucoup d'entre eux sont devenus des semi-sédentaires et des agro-pasteurs. Cette communauté d'éleveurs est confrontée à plusieurs insécurités : environnementale, foncière, fiscale et criminelle. Bien que le banditisme rural qui a pris de l'ampleur dans le Septentrion depuis le début du siècle affecte toutes les communautés, les Mbororo paient un tribut particulièrement lourd à ce fléau. Ils sont ciblés par les coupeurs de route devenus kidnappeurs et doivent vendre leur bétail pour payer les rançons. Cette épidémie de kidnappings a des conséquences déstabilisatrices sur la société rurale en général et sur les Mbororo en particulier qui s'appauvrissent, sont contraints de se relocaliser et de se reconvertir dans d'autres métiers. Néanmoins, face à un banditisme rural qui provient en grande partie de leurs rangs, ils ont développé des stratégies de défense communautaires. Inspirées par la culture mbororo, ces stratégies s'articulent plus ou moins bien avec les efforts sécuritaires des autorités camerounaises. L'amélioration de la coordination entre les initiatives sécuritaires communautaires et étatiques présuppose en premier lieu de restaurer la confiance entre les divers acteurs.

Abstract

The Mbororo are Fulani who, unlike the Fulbe, have not become sedentary and have practiced nomadic herding for a long time. However, over the past several decades, they have been undergoing a sedentarization process in northern Cameroon (Septentrion), to the point that many of them have become semi-sedentary and agro-pastoralists. This community of herders faces environmental, land, fiscal and criminal insecurities. Although rural banditry – which has increased in the Septentrion since the beginning of the century – affects all communities, the Mbororo pay a particularly heavy price for this scourge. They are targeted by highway robbers – who have become kidnappers – and have to sell their livestock to pay the ransoms. This kidnappings epidemic has destabilizing consequences for rural society in general and for the Mbororo in particular, who are impoverished and forced to relocate, as well as to find new professional activities. Nevertheless, to respond to rural banditry – which comes largely from within their ranks – they have developed community defense strategies. Inspired by Mbororo culture, these strategies are more or less in line with the security efforts of Cameroonian authorities. Improving coordination between community and state security initiatives requires that trust between the various actors is restored.

Sommaire

INTRODUCTION	6
DES INSÉCURITÉS MULTIPLES.....	8
Insécurité écologique	8
Insécurité foncière.....	8
Insécurité fiscale.....	10
CRISE DU BANDITISME ET DÉSTABILISATION	
DU MONDE RURAL	13
Un banditisme rural évolutif	13
Les conséquences déstabilisatrices de l'insécurité rurale	16
LA GESTION DE L'INSÉCURITÉ PAR LES MBORORO.....	20
Le marquage et dressage des animaux.....	20
Les <i>Dan Banga</i> : milice coutumière.....	22
La <i>hunguiya</i> : repentance et pardon pour les bandits.....	24
CONCLUSION	27

Introduction

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la réflexion sur l'insécurité et les éleveurs mbororo initiée par une précédente analyse sur les Mbororo dans le conflit centrafricain¹. Cette seconde étude s'intéresse à la situation sécuritaire des Mbororo du Nord-Cameroun qui sont une des composantes de cette région multi-ethnique. Cette région appelée le Septentrion comprend les provinces du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua – un plateau parsemé de nombreuses collines et monts d'où coulent des rivières, ce qui lui vaut d'être qualifié de « château d'eau du Cameroun » et d'être propice à l'élevage. Le Septentrion concentre la majorité de l'élevage bovin du Cameroun, même si des éleveurs sont aussi présents dans d'autres régions (notamment celles de l'Est et du Nord-Ouest).

Les Mbororo, éleveurs Peuls, ont été pendant longtemps rétifs à la sédentarisation, à l'inverse d'un autre groupe de Peuls, les Fulbé, qui ont pénétré au Nord-Cameroun à partir du XVIII^e siècle et ont fondé des lamidats². Cependant, les Mbororo dont les principaux groupes dans le Septentrion sont les *Wodaabe*, les *Djaafoun*, les *Ouda* et les *Kessou* connaissent une dynamique de sédentarisation dans le Septentrion depuis plusieurs décennies, à tel point que beaucoup d'entre eux sont désormais des semi-sédentaires et des agro-pasteurs. Une partie du lignage s'établit et cultive un territoire tandis qu'une autre partie conduit le troupeau vers le sud pendant la saison sèche, puis revient dans leur territoire d'attache de novembre à mars. Les Mbororo se fixent ainsi dans les villages. Certains de leurs campements sont reconnus comme tels par les autorités. Ils obtiennent des papiers d'identité et peuvent accéder à certains services publics. Néanmoins, ce processus de sédentarisation n'est pas sans problème³. Les Mbororo sont confrontés à plusieurs insécurités dont la principale est le banditisme rural, qui est traditionnel dans cette région mais qui s'est adapté et modernisé avec la prolifération des kidnappings. Les effets déstabilisateurs de ce

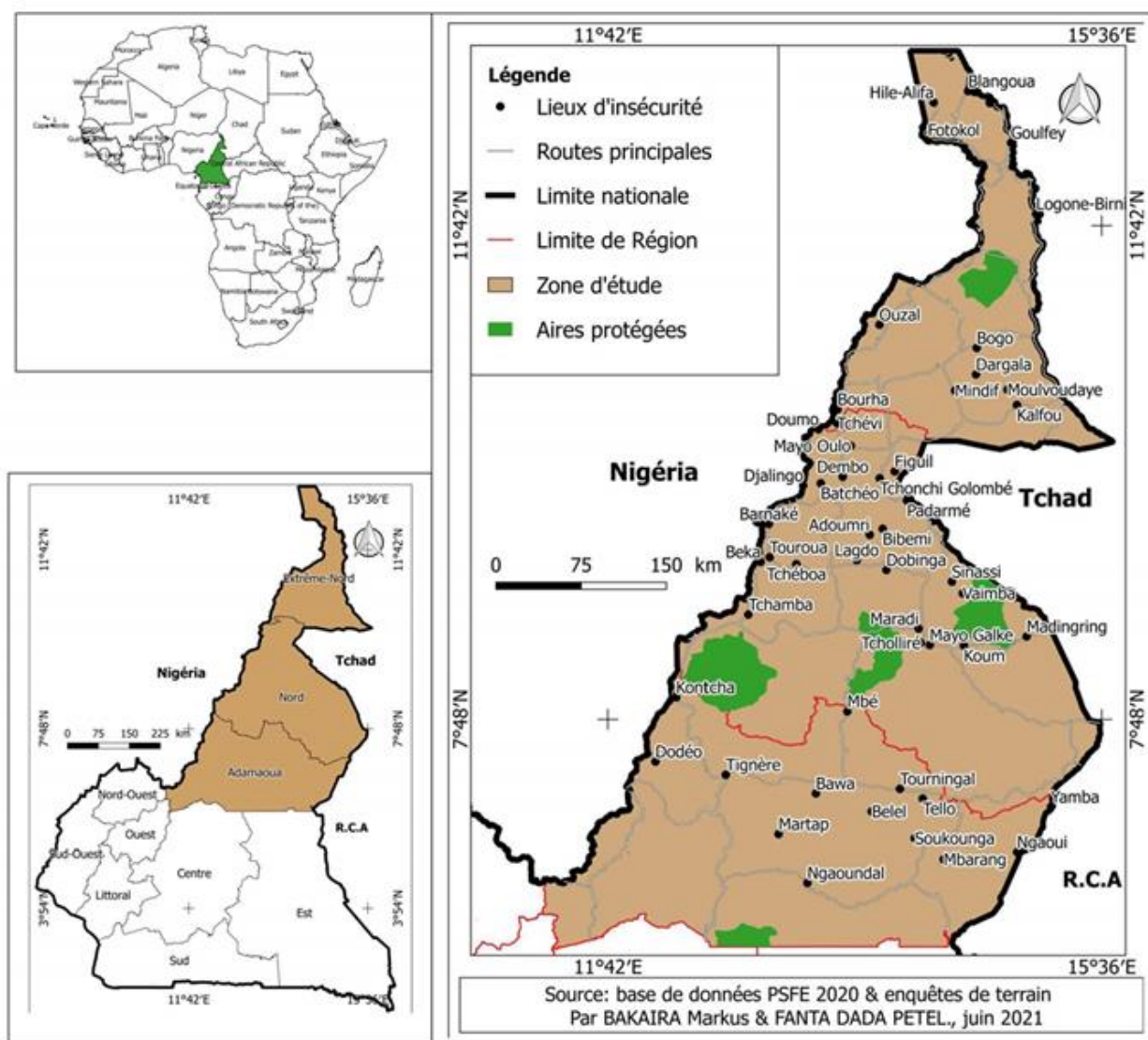
1. T. Vircoulon, « Les Peuls Mbororo dans le conflit centrafricain », *Études de l'Ifri*, avril 2021, disponible sur : www.ifri.org.

2. C. Seignobos, *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Montpellier, IRD Éditions, 2005. Un lamidat est une chefferie traditionnelle musulmane peule dirigée par un lamido. Voir D. Kintz, « Archétypes politiques peuls », *Journal des Africanistes*, 1985, n° 55-1-2, p. 93-104.

3. Sur les causes, avantages et inconvénients du processus de sédentarisation, lire la thèse de Fanta Dada Petel sur les Mbororo de la région du nord (Cameroun) et la modernité : la sédentarisation et ses ambivalences (1904-2018), Université de Maroua, juillet 2020.

banditisme rural et les réponses communautaires mises en œuvre par les éleveurs sont analysés dans le dernier chapitre de cette étude. Celle-ci est basée sur des recherches effectuées entre 2017 et 2020 dans le cadre d'une thèse de doctorat soutenue à l'université de Maroua.

Région du Septentrion, Cameroun



Des insécurités multiples

L'insécurité est multiforme. Dans le Septentrion, outre la criminalité qui fait l'objet du chapitre suivant, les insécurités sont écologiques, foncières et fiscales. Elles ne concernent pas uniquement les éleveurs mbororo mais elles ont un impact particulièrement fort sur ces derniers.

Insécurité écologique

Le changement climatique se fait sentir dans le Septentrion. En effet, depuis 2012, cette région connaît des épisodes climatiques extrêmes. Les régions du Nord et de l'Extrême-Nord ont été frappées en 2010 et 2012 par la sécheresse et des inondations aux conséquences dramatiques (avant cette date, les grandes inondations remontaient aux années 1988 et 1999). En 2012, l'Extrême-Nord a vécu sa pire inondation en plusieurs décennies et depuis, le risque hydro-climatique est devenu récurrent. Pendant la saison des pluies, de nombreux cours d'eau débordent et provoquent des inondations à répétition qui tuent bétail et hommes. À l'inverse, les sécheresses sont synonymes de forte réduction des ressources en eau pour les cultures et le bétail. Cette situation engendre une instabilité du calendrier agricole et une diminution considérable des pâturages, provoquant ainsi une sous-alimentation du bétail. Ces aléas climatiques génèrent également, par lessivage, la baisse de la fertilité des sols de certains terroirs. Ils induisent aussi des pertes de poids dans les troupeaux, des retards de croissance et une plus grande vulnérabilité aux diverses maladies.

Insécurité foncière

Dans un passé maintenant lointain, le seul problème des pasteurs mbororo était la crainte d'être attaqué par des bêtes sauvages rencontrées en chemin. Aujourd'hui, la principale crainte concerne l'accès au foncier. Le Septentrion connaît de fortes tensions foncières résultant de la croissance démographique, des usages concurrents de la terre (élevage vs. agriculture), de la dégradation des sols et des inondations récurrentes, ainsi que de la faible productivité agricole. Par ailleurs, les conflits de cette zone (incursions de Boko Haram, tensions inter-ethniques, etc.) provoquent d'importants déplacements de population. Ainsi, dans les départements du Logone-et-Chari et du Mayo-Sava, les déplacés internes et réfugiés représentent respectivement 33 % et 24 % de la population totale.

Pour les Mbororo, la précarité foncière est un problème majeur, tant pour leurs zones pastorales que pour leur résidence⁴. Les deux peuvent être remis en cause par certains travaux d'infrastructures (comme l'a montré la construction du barrage de Lom-Pangar qui a détruit des zones de pâturages⁵) et par l'accaparement des terres par les élites. Ces dernières pratiquent en effet le *ranching* et s'approprient des zones de brousse utilisées auparavant librement par les bergers. Il leur suffit de faire entourer des hectares de fil barbelé pour manifester leur appropriation et, en cas de contestation, les autorités administratives et sécuritaires leur sont quasi mécaniquement acquises. Ainsi, un ex-Premier ministre du Cameroun, Sadou Hayatou, est-il devenu propriétaire d'un vaste domaine dans la zone de Boklé, dans un des arrondissements de Garoua près du fleuve Bénoué. D'autres élites, plus subalternes, contribuent aussi à l'accaparement des terres, comme le lamido de Maroua, le chef-lieu de l'Extrême-Nord⁶. De plus, les chefs coutumiers qui gèrent le foncier n'hésitent pas à vendre plusieurs fois la même parcelle, introduisant une grande confusion dans le système foncier local⁷.

L'insécurité foncière des éleveurs porte aussi sur les espaces réservés au pâturage (*hurum*) et les pistes à bétail (*burti*) qui sont censées être délimitées et entretenues par l'administration. Faute de moyens, leur entretien laisse souvent à désirer et elles sont mises en culture par les agriculteurs. Pendant la saison pluvieuse, elles sont occupées de manière anarchique par les agriculteurs et bouchées à moitié, rendant les déplacements du bétail difficiles lors de la transhumance. Selon le *ardo* Oudari⁸ :

« À Nakong par exemple il y a seulement deux ou trois pistes à bétail. Ce qui est insuffisant pour cette zone. Pourtant, il suffit de la simple volonté du lamido pour qu'on les débouche. Avec la création des zones agricoles exclusives, la pratique de la transhumance devient une activité compliquée. »⁹

4. N. Kossoumna Liba'A, P. Dugue et E. Torquebiau, « L'élevage mbororo sédentarisé au nord du Cameroun. Entre adaptation et impuissance face aux insécurités » in L. Seiny-Boukar et P. Boumard, Colloque « Savanes africaines en développement : innover pour durer », avril 2009, Garoua, Cameroun. Cirad, 2010.

5. C. Seignobos, « Les Mbororo du Lom-Pangar, Rapport mission sociologique », Banque mondiale/EDC, 2011.

6. L. E. Souhé, « Cameroun – Extrême-Nord : Accusées d'accaparement de terres, les autorités administratives de Maroua suscitent la colère des populations », Landportal, décembre 2017., disponible sur : <https://landportal.org>.

7. À Poli, le chef du canton de Mango a proposé aux Peuls Boutanko qui habitent cette zone d'agrandir leur espace contre paiement, puis il a vendu la même parcelle à un tiers. Ardo Daïbou, chef de clan Boutanko, entretien du 25 mai 2019 à Nakiré/Poli.

8. Un *ardo* est un chef coutumier qui est initialement associé au déplacement du bétail qu'il conduit. Voir D. Kintz, « Archétypes politiques peuls », *Journal des Africanistes*, op. cit.

9. Oumarou Oudari, chef de clan Djaafoun, entretien du 17 février 2021 à Nakong/Barndaké.

De ce fait, les conflits entre éleveurs et agriculteurs autour du foncier sont fréquents¹⁰. Ces conflits ont lieu en dépit de la complémentarité de leurs activités et de l'intégration territoriale entre élevage et agriculture qui se manifeste lorsque des éleveurs sont installés à côté de cultivateurs et que leurs territoires s'interpénètrent selon des règles admises par les communautés locales¹¹.

Insécurité fiscale

L'insécurité fiscale est liée au fait que les éleveurs sont soumis à plusieurs taxations de la part de l'État, des communes rurales et des lamidats, dont l'importance varie au fil des années. Les taxes traditionnelles sont diverses et leur montant est souvent calculé de façon arbitraire. Celle qui est versée au lamido par les éleveurs est appelée « *jomorgol laamii'do* » ou « *hacce leydi* » (droit d'accès à la terre cultivable et au parcours qui correspond au « droit de terre » du lamido). La *zakkat* est versée le plus souvent en nature au lamido sous la forme de bétail. Dans le lamidat de Rey-Bouba, qui attire beaucoup d'éleveurs en raison de l'abondance d'eau et de pâturages, la *zakkat* est particulièrement lourde. Ce prélèvement a lieu à la veille du mois de Ramadan pour les sédentaires et à l'entrée des bergers transhumants dans toute la zone placée sous l'autorité de Rey-Bouba, le lamido, en début de saison sèche. Si l'on possède trente têtes, il faut faire l'aumône d'un bœuf mature et pour quarante têtes, l'aumône d'une vache est requise. C'est une pratique qui survit avec beaucoup de rigueur à Rey et contribue à la richesse du lamido. Les éleveurs n'ont pas d'autre choix que de s'acquitter de ces taxes coutumières en contrepartie de l'accès aux terres, car le non-payeur est passible d'expulsion du lamidat. De ce fait, les contentieux entre éleveurs et autorités traditionnelles (notamment le *sarkin saanu* qui est le responsable de l'élevage auprès du lamido) sont fréquents. Les éleveurs contestent ces prélèvements ainsi que le montant des amendes qu'on leur impose à la suite de dégâts causés par leurs troupeaux aux cultures des agriculteurs. Ainsi, un *ardô* de Rey-Bouba a fait part de son mécontentement :

« Nous sommes persécutés chaque année, une tête sera prélevée par troupeau. Pour ceux qui ont cinq troupeaux, alors cinq têtes seront acquises pour le compte du lamido. Nous essayons de négocier avec les Dogari qui ne

10. « Cameroun : conflits à répétition entre agriculteurs et éleveurs dans la région de l'Adamaoua », Investir au Cameroun, avril 2019, disponible sur : www.investiraucameroun.com. Voir N. Kossoumna Liba'a, *Les Éleveurs Mbororo du Nord-Cameroun. Une vie et un élevage en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2012.

11. D. Gautier, G.-F. Ankogui-Mpoko, F. Réounodji, A. Njoya et C. Seignobos, « Agriculteurs et éleveurs : deux communautés, deux activités dominantes, pour quelle intégration territoriale ? », Colloque « Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis », Garoua, Cameroun, 2003.

veulent rien entendre. Lorsque nous étions les maîtres de la brousse, nous pouvions nous cacher. Aujourd'hui, ils nous poursuivent dans nos cachettes. »¹²

À la fiscalité des autorités traditionnelles s'ajoutent les abus des autorités modernes. Lors de leurs contrôles, les forces de sécurité imposent des amendes abusives pour défaut de papiers. Le président de l'association des Ouda déclare à cet effet : « la police abuse de notre ignorance surtout s'agissant des Mbororo nomades en transit. Elle demande la carte nationale d'identité. Si nous en avons, elle passe à l'impôt, ainsi de suite. Elle arrive le plus souvent à l'acte de mariage et parfois même à la carte de baptême. ¹³ » Les services de sécurité multiplient les documents exigés jusqu'à ce que le concerné soit incapable de fournir le document requis.

Les nombreux conflits entre éleveurs et agriculteurs sont aussi exploités par certaines autorités qui, non contentes de favoriser une des parties du litige, transforment leur pouvoir d'arbitrage en rente de situation. Le sentiment d'une certaine complicité entre les chefs coutumiers, les maires et autres autorités administratives et les agriculteurs au détriment des éleveurs mbororo prévaut chez ces derniers. Selon eux, pour les mêmes faits, le traitement diffère lorsqu'il s'agit d'une plainte des agriculteurs. Dès lors, elle se transforme en une opportunité financière pour les chefs coutumiers qui estiment que l'argent est le seul moyen de régler un dommage causé par les bœufs¹⁴. Mais les autorités traditionnelles ne sont pas les seules à rendre la situation des Mbororo difficile. Certains membres de l'administration notamment les maires, les préfets et les sous-préfets affichent aussi une certaine partialité dans la gestion des différends opposant agriculteurs et éleveurs. Comme le souligne l'éleveur Mal Hammadou :

« Avec la mairie, les choses sont devenues plus accentuées, car elle soutient les agriculteurs. En cas de capture du bétail dans un champ, elle ne cherche pas à aller constater les dégâts. Elle se contente juste de nous imposer des sommes forfaitaires de fourrière qui s'élèvent à 5 000 F CFA la nuitée. Le maire de Boklé, dont nous dépendons, a exigé et obtenu des agriculteurs de n'accepter aucun compromis en cas de dommages champêtres. Ils doivent immédiatement signaler le problème à la commune. »¹⁵

12. *Ardô* Djika, chef de clan Boutanko, entretien du 6 décembre 2019 à Rey-Bouba.

13. *Ardô* Bello, chef de clan Djafoun, entretien du 11 février 2019 à Ngong/Tchéboa.

14. Daïbou *Ardô*, chef de clan Boutanko, entretien du 23 mai 2019 à Poli.

15. Mal Hammadou, éleveur Djaafoun, entretien du 25 décembre 2020 à Diam Baba/Tchéboa.

Ainsi, les relations avec les autorités traditionnelles et modernes et les forces de l'ordre sont dominées par la prédation et d'innombrables irrégularités qui génèrent une grande frustration chez les éleveurs.

Crise du banditisme et déstabilisation du monde rural

Le banditisme qui affecte la société mbororo prend deux formes : la première est le vol de bétail et la deuxième est celle des prises d'otages. Or, la première tend à diminuer au profit de la seconde. Depuis que les voleurs de bétail et coupeurs de route, qui comptent parmi eux de nombreux Mbororo, se sont transformés, au début du siècle, en kidnappeurs, l'enlèvement est la forme d'exaction la plus déstabilisante pour les éleveurs. Les principales victimes sont les enfants, les femmes et les proches des éleveurs fortunés. Cette épidémie de kidnappings a des conséquences déstabilisatrices sur la société rurale en général et sur les Mbororo en particulier¹⁶.

Un banditisme rural évolutif

Le vol de bétail est une activité aussi ancienne que l'élevage dont l'histoire a été redécouverte par certains travaux. Les gangs ruraux de voleurs de bétail ont développé plusieurs tactiques, démontrant leur capacité à s'adapter et à exploiter toutes les opportunités criminelles¹⁷. Avec le développement de l'économie monétaire en milieu rural en lieu et place du troc, les razzias traditionnelles ont été remplacées par des embuscades aux abords des marchés à bétail. Les éleveurs sont filés et attendus sur le chemin du retour avec le produit de leurs ventes¹⁸. Les attaques des commerçants les jours de marché par les *zarguin*as¹⁹ ont été rendues plus difficiles grâce aux efforts de sécurisation des voies routières par les forces de l'ordre. Des militaires ont été chargés d'escorter les voitures et camions sur les axes routiers insécurisés (comme les routes de Ngong à Touroua ou

16. Rapport synthétique de la situation sécuritaire dans la région de l'Adamaoua, Mboscuda, 11 janvier 2019. Voir N. Kossoumna Liba'a, *Les Éleveurs mbororo du Nord-Cameroun. Une vie et un élevage en mutation*, op. cit.

17. Pour une vision historique du banditisme dans cette région, lire S. Issa, *Les Coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.

18. *Ibid.*

19. Les *zarguin*as sont des bandes criminelles qui opèrent dans les zones rurales entre Tchad, Cameroun et Centrafrique. Voir C. Seignobos, « Le phénomène zarguina dans le nord du Cameroun », *Afrique contemporaine*, n° 239, 2011/3, p. 35-59 ; T. Vircoulon, « Écosystème des groupes armés en Centrafrique », *Notes de l'Ifri*, avril 2020, disponible sur : www.ifri.org.

de Waza à Maltam), surtout les jours de marché – les commerçants se cotisant même pour financer ce type d'escorte.

Un autre signe du développement de l'économie monétaire en milieu rural est que, progressivement, les éleveurs peuls et notamment les Mbororo, ont appris à recourir aux coopératives d'épargne et de crédit aux abords des marchés. Désormais, les éleveurs négocient et vendent leur bétail en contrepartie d'une attestation de vente ou d'un chèque qui sera touché en ville. Parfois, le marché n'est plus qu'une bourse de valeurs où l'éleveur expose les caractéristiques de ses animaux et prend rendez-vous avec de potentiels acheteurs qui iront examiner la marchandise en lieu sûr et y conclure la vente²⁰.

Les prises d'otages trouvent leur origine, d'une part, dans la réduction des opportunités de braquages sur les routes commerciales et, d'autre part, dans la mise en place de ces micro-banques rurales que sont les coopératives d'épargne et de crédit. Les vols de bétail et les braquages routiers étant devenus de plus en plus difficiles et l'argent de plus en plus immatériel, les bandits font des kidnappings. Après avoir commencé par enlever les bergers qui étaient très souvent les enfants des éleveurs, les gangs ruraux kidnappent des individus dans les campements d'éleveurs. Les coupeurs de route, qui maraudaient habituellement sur les pistes menant aux marchés ruraux et dévalisaient ceux qui s'y rendaient ou en revenaient, se sont transformés en kidnappeurs. Les opérations de prises d'otages sont organisées presque toujours de la même manière. Les ravisseurs enlèvent leurs victimes la nuit et envoient une demande de rançon à la famille. Généralement, les rançons non payées conduisent à l'assassinat des otages²¹. Cela oblige les éleveurs à vendre leurs bœufs pour payer la rançon exigée qui peut atteindre des sommes importantes. Entre 2015 et 2018, dans la région du Nord uniquement, les rançons ont atteint au total plus de deux milliards de francs CFA (environ 3 millions d'euros²²). Le *ardo* Mbagodji confie par exemple que :

« Il y a deux mois, ils ont enlevé mon oncle. Ils l'ont arrêté, on a versé trois millions de rançon puis, quelques mois plus tard, ils reviennent le tuer. Avant, il y avait vol de bœufs. Les voleurs se contentaient de voler une poignée de bœufs. Jamais on ne te séparait de tout le cheptel. Aujourd'hui, on est obligé de conduire les troupeaux en brousse et vivre en ville. Pourtant, la ville n'est possible que pour ceux qui sont habitués. Pour notre part, nous sommes initiés à la brousse. »²³

20. Sergent-chef Bouffissana, entretien du 7 décembre 2020 à Touboro.

21. Tigé Veulma, commissaire de police, entretien du 14 février 2020 à Garoua.

22. *Ibid.*

23. *Ardo* Mbagodji Ori, chef de clan Djaafoun, entretien du 8 décembre 2020 à Mbaïboum.

Cependant, plusieurs témoignages²⁴ révèlent que les victimes ne sont pas violentées, mais qu'elles subissent des déplacements incessants à longueur de journée, très pénibles pour elles. Les familles préfèrent coopérer avec les ravisseurs plutôt qu'informer les forces de sécurité, ce qui mettrait en danger les victimes. Selon elles, en effet, l'armée ne négocie pas et n'est pas capable de sauver les otages. Si la crise des *zarguin*as a atteint son apogée entre 2005 et 2008, le problème du banditisme rural n'a toujours pas été réglé : il a simplement baissé d'intensité²⁵ et a été relégué à l'arrière-plan par d'autres menaces sécuritaires (les incursions de Boko Haram dans l'Extrême-Nord et le conflit anglophone dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest). Les enlèvements restent une menace quotidienne, comme le reconnaît le commandant de compagnie de gendarmerie de Tcholiré :

« Dans la Région du Nord, le secteur de Touboro est l'épicentre de l'insécurité liée aux prises d'otages, suivi de Madingring. Le département du Mayo-Rey étant trois fois plus grand que le département de la Bénoué, la tâche devient plus ardue. Toutes les semaines, il y a une prise d'otages. Au début, c'était une prise d'otage orientée vers les Mbororo. Mais de plus en plus, les autres composantes sociales de la population de cet arrondissement deviennent concernées : chefs de service, fonctionnaires, etc. »²⁶

Et selon un technicien vétérinaire de Touboro :

« Il y a des enlèvements tous les jours. Le secteur de Vogzom étant doté d'une réserve, les malfrats quittent le Tchad et vont kidnapper leur victime dans cette zone. La frontière est étanche et la présence de la zone à végétation leur sert de cachette. Personne n'est censé entrer dans ces réserves eu égard à l'interdiction de l'exploitation des parcs et les *zarguin*a y tirent profit. De la zone de Bouba Ndjidda jusqu'au Tchad, il n'y a aucun village. Du côté de Mbaïboum, la frontière centrafricaine se trouve à une dizaine de kilomètres à peine. Du côté du Tchad c'est pareil. Cette situation laisse aux ravisseurs une bonne marge de manœuvre pour élaborer en toute quiétude leur crime. »²⁷

24. Nous avons mené plusieurs entretiens dont celui de Maïramou appelée Maïro, jeune fille Djaafoun de 18 ans enlevée en juin 2009 dans la zone de Gaschiga, département de Demsa.

25. « Au Cameroun, des preneurs d'otages sèment la terreur dans l'Adamaoua », *Le Monde*, 21 juin 2018, disponible sur : www.lemonde.fr.

26. Tsedoumou Robert, commandant ayant exercé à la compagnie de gendarmerie du Faro, entretien du 12 Janvier 2019 à Garoua.

27. Abdou Zourmba, technicien d'élevage, entretien du 9 décembre 2020 à Touboro.

En 2020, malgré les engagements publics de lutter contre ce fléau²⁸, plusieurs enlèvements retentissants ont encore eu lieu dans la Région du Nord comme celui de Alhadji Saï, commerçant bovin au marché d'Adoumri/Pitoa, qui a dû payer 12 millions pour être libéré²⁹ et celui de Djaouro Hakoulerou, commerçant, dépouillé de 120 millions suite à une rançon payée dans la zone de Mbaïboum³⁰.

Les conséquences déstabilisatrices de l'insécurité rurale

Le banditisme chronique dans le Septentrion se traduit par un appauvrissement accru de la communauté mbororo, des reconversions professionnelles, un changement insidieux des normes sociales et des déplacements de population importants.

Paupérisation

Les éleveurs Mbororo sont contraints de vendre leur cheptel pour payer les rançons et sont réduits à l'élevage de subsistance. Souvent, les acheteurs de bétail sont informés du kidnapping et en profitent pour l'acquérir à bas prix. La réduction ou la perte du cheptel est un choc économique majeur pour cette communauté dont le mode de vie est organisé autour de l'élevage. Ce choc brutal accentue la sédentarisation par appauvrissement car ils doivent se consacrer à l'agriculture et au commerce. Ainsi, parmi les Peuls nomades qui se sont installés le long de la route qui va de Mbaïboum jusqu'au secteur de Vogzom, beaucoup ont perdu leurs animaux. La production bovine a diminué, entraînant une série d'impacts négatifs sur l'économie rurale : chômage des bergers, baisse d'activités des marchés à bétail, diminution des échanges complémentaires entre agriculteurs et éleveurs, diminution des engrais naturels, etc.

L'appauvrissement des communautés d'éleveurs alimente le cercle vicieux entre banditisme et misère mis en évidence dans de nombreux travaux³¹. Un commandant de compagnie de gendarmerie déclare que : « *l'un des graves fléaux qui guette les bergers, c'est la perte de leur cheptel. Dès que c'est fait, ils entrent dans la brousse.* »³². Cette expression signifie qu'ils deviennent à leur tour des *zarguin*as. Le banditisme devient un mode de survie, une façon

28. « Biya veut mettre fin aux prises d'otages dans l'Adamaoua », *Voice of America*, 18 janvier 2019, disponible sur : www.voafrique.com.

29. Alhadji Souleymanou, commerçant, entretien du 7 juillet 2020 à Adoumri.

30. Moustapha, entretien du 7 décembre 2020 à Touboro.

31. S. Issa, *Les Coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, op. cit.

32. Bouba Sali, commissaire à la retraite, entretien du 14 février 2020 à Garoua.

de reconstituer son cheptel et évolue en fonction de la situation économique des éleveurs.

Reconversions professionnelles

En réponse à la perte de leur cheptel bovin, les Mbororo se convertissent à d'autres activités pour conserver le lien avec la vie d'éleveurs : ils deviennent les intermédiaires clés dans le commerce des bœufs. Quand les Mbororo pouvaient se permettre d'accumuler du cheptel plutôt que de le transformer en capital, les marchés ruraux étaient les lieux où ils acquéraient les produits de consommation courante (sel, cola, etc.) et échangeaient des informations³³. Désormais, les Mbororo sont devenus des acteurs essentiels de ces marchés qui sont nombreux en zone rurale³⁴. Alhadji Saï, commerçant, témoigne de cette nouvelle situation en ces mots :

« L'insécurité nous a imposé un détachement obligatoire avec notre héritage. Mais au marché, nous avons l'opportunité de renouer ce contact. Nous travaillons pour les bœufs, c'est un plaisir indubitable. Nous sommes toujours au service de nos bœufs, même si les termes se sont légèrement modifiés. »³⁵

Les Mbororo dépourvus de bétail se sont reconvertis en convoyeurs de bétail et en intermédiaires. Il y a deux catégories d'intermédiaires : les *bilali* qui achètent le bétail auprès des éleveurs et le revendent ; et les *sakaïna* qui arrivent au marché sans bœufs et démarchent les propriétaires le jour du marché. L'activité des *bilali* consiste à effectuer un achat verbal chez les propriétaires puis à leur restituer les gains à la fin de la journée. Ils sillonnent les environs, connaissent bien les propriétaires et collectent un nombre plus ou moins important de bœufs qu'ils présentent les jours du marché. Ainsi, les éleveurs n'ont pas besoin de se déplacer au marché et peuvent confier leurs bœufs à des commerçants de confiance. Les courtiers appelés *sakaïna* sont les principaux acteurs des marchés. À Touboro par exemple, ils sont 14 reconnus légalement, mais au marché on en trouve officieusement une centaine³⁶. Par vente, ils gagnent de 5 000 à 20 000 francs CFA par tête de bétail. Ils se placent aux entrées des marchés, sollicitent les éleveurs qui arrivent avec leur

33. Autrefois les Peuls Mbororo s'endettaient pour satisfaire leurs besoins et, lorsque la dette devait être remboursée, ils vendaient quelques bœufs, leur bétail jouant tout autant le rôle d'un capital social que d'un capital économique.

34. Dans la Bénoué, il y a le marché d'Adoumri dans l'arrondissement de Bibémi et celui de Pitoa. Dans l'arrondissement de Barndaké il y a le marché de Nakong. Dans l'arrondissement de Tchéboa il y a le marché de Ngong. Dans le Mayo-Rey, il y a les marchés de Mbaïboum, Touboro, Madingring, Gorh, Vogzom et Sorombel. Dans le Faro, il y a le marché à bétail de Poli. Le Mayo-Louti dispose d'un marché à bétail de seulement quelques têtes à Figuil.

35. Alhadji Saï, commerçant, entretien du 16 août 2020 à Adoumri.

36. Abdou Zourmba, technicien d'élevage, entretien du 9 décembre 2019 à Touboro.

bétail et leurs affaires reposent sur la solidarité clanique. Selon Mohaman Toukour, délégué d'élevage à Barndaké :

« Les Mbororo sont très solidaires et l'appartenance ethnique joue un grand rôle pour le succès des *sakaïna*. Lorsqu'un Kessou arrive au marché, il ira tout droit voir un *sakaïna* Kessou à qui il remettra en toute confiance son bœuf. Après chaque vente, il remettra une somme de 10 000 francs CFA au courtier. Un Ouda fera pareil. Si dix Ouda se rendent au marché, ce jour le *sakaïna* ouda rentrera avec au moins 100 000 francs CFA. Dans les marchés, les 70 % des *sakaïna* sont des Mbororo. »³⁷

Les transactions des *sakaïna* et des *bilali* restent dans les frontières de la Région du Nord. Ils ne prennent pas le risque d'aller au Sud ou au Nigeria mais ils sont également les intermédiaires des éleveurs étrangers, notamment les Tchadiens et les Nigériens qui préfèrent rester à l'écart des négociations (par exemple, le marché d'Adoumri est approvisionné par des bœufs locaux et ceux provenant du Tchad). Ces courtiers deviennent des professionnels du marché des bovins : ils maîtrisent le cours du marché et ont une expérience de la variation des prix. Cette reconversion professionnelle de l'élevage au commerce des bovins a produit quelques grands commerçants parmi les Mbororo. Renommés par leur succès professionnel, ils deviennent des leaders communautaires comme Aladji Oumarou de Ngong du clan des Ouda et Aladji Abdoulaye de Madingring du clan des Kessou.

Les *palké* sont des convoyeurs qui conduisent les bœufs d'un lieu à un autre avant achat et après la vente. Les lieux de destination sont les marchés et les boucheries. Ces lieux peuvent aussi être des zones situées hors des frontières camerounaises, notamment au Nigeria et au Gabon. En effet, lorsque les affaires sont en baisse côté nigérien, le flux de vente converge vers le sud du Cameroun³⁸.

Altération des normes sociales

Alors que dans la société pastorale mbororo le statut social se mesurait à la taille du troupeau, il est désormais prudent de cacher cette richesse. Si avant, pour faire bonne figure, il fallait vanter son troupeau prospère et en bonne santé, avec le développement de l'insécurité, les grands éleveurs font profil bas, scindent leurs troupeaux pour en dissimuler l'ampleur et la discrétion devient le maître mot. Si l'accumulation ostentatoire de grands troupeaux a été un marqueur social pour tous ceux (Mbororo ou non) qui font partie de la notabilité rurale, elle est maintenant vécue comme un risque à éviter.

37. Mohaman Toukour, délégué élevage, entretien du 31 décembre 2019 à Garoua.

38. Alhadji Ousmanou Alim, commerçant, entretien du 5 décembre 2017 à Ngong.

Déplacements de population

Pendant la période 2003-2008 qui a vu se développer la crise du banditisme dans le Septentrion, les éleveurs mbororo ont recouru à l'une de leurs plus vieilles techniques de défense face à l'adversité : la mobilité. Selon le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, entre avril 2005 et juillet 2006, environ 20 000 personnes ont quitté leurs villages situés dans le nord du Cameroun. Aux départs individuels ont succédé des déménagements de campements entiers avec leurs troupeaux de bœufs, moutons et chèvres. De nombreux Mbororo ont alors quitté leur zone habituelle de pâturage, notamment le Mayo-Rey, et se sont rendus au Nigeria au lieu d'aller au sud à la recherche de l'herbe. Ce mouvement s'est accentué au point qu'en 2007 des camionnettes transportaient femmes et enfants vers ce pays et environ 42 000 bœufs étaient emmenés du Cameroun au Nigeria, sans compter ceux qui ont été mis à l'abri du côté du Tchad et de la Centrafrique³⁹. Les Mbororo sont donc redevenus nomades à cette occasion. Cette fuite a été suivie d'un mouvement de retour à partir de 2009 mais elle a eu des conséquences durables, telle que la reconfiguration des espaces pastoraux dans le Septentrion en bordure de route ou à proximité des villes et villages. Faire paître ses bovins loin dans la brousse est un risque que peu courent désormais et le rapprochement des espaces pastoraux et agricoles accentue les conflits d'usage entre pasteurs et agriculteurs.

39. Tigé Veulma, commissaire de police, entretien du 14 février 2020 à Garoua.

La gestion de l'insécurité par les Mbororo

Face aux faibles capacités sécuritaires des autorités étatiques, les Mbororo ont développé leurs propres stratégies communautaires pour lutter et contenir le banditisme rural. Ces pratiques communautaires sont inspirées par leurs coutumes et savoir-faire traditionnel, n'hésitant pas à emprunter certaines idées à leurs voisins nigériens. Toutefois, si ces techniques de protection atténuent l'insécurité rurale, elles n'ont pas eu d'effet décisif sur cette dernière.

Le marquage et dressage des animaux

Les Peuls ont développé plusieurs techniques pour identifier leurs animaux. La plus courante est la pratique du *Djellol* qui consiste à apposer des codes sur les oreilles des animaux⁴⁰. Les Mbororo pratiquent le *Djellol* des oreilles avec le *belohi* (sorte de petit couteau tranchant d'un seul côté). Pour faire le *Djellol*, on attend que les veaux soient âgés de quatre mois au moins. Il faut être un initié pour pouvoir décoder ces marques qui varient selon les clans. D'autres pasteurs comme les Doga, un sous-clan *Wodabé*, marquent leur bovin au feu (*soumol*) au niveau des côtes.

Une fois l'animal marqué au feu ou les oreilles incisées, les vols de bétail s'amenuisent. Posséder des bœufs avec le marquage d'un autre clan le jour du marché suscite des enquêtes et un arrêt des négociations lors de la vente. À titre d'exemple, l'*ardo* Ori signale que :

« Samedi passé, un jeune homme Galorou conduit une vache au marché et la confie à un Kessou ami de se charger de la vente. Entre-temps, il rentre au marché effectuer ses courses. Les acheteurs refusent de l'acheter. Ils ont préféré attendre le retour du propriétaire pour commencer les négociations. »⁴¹

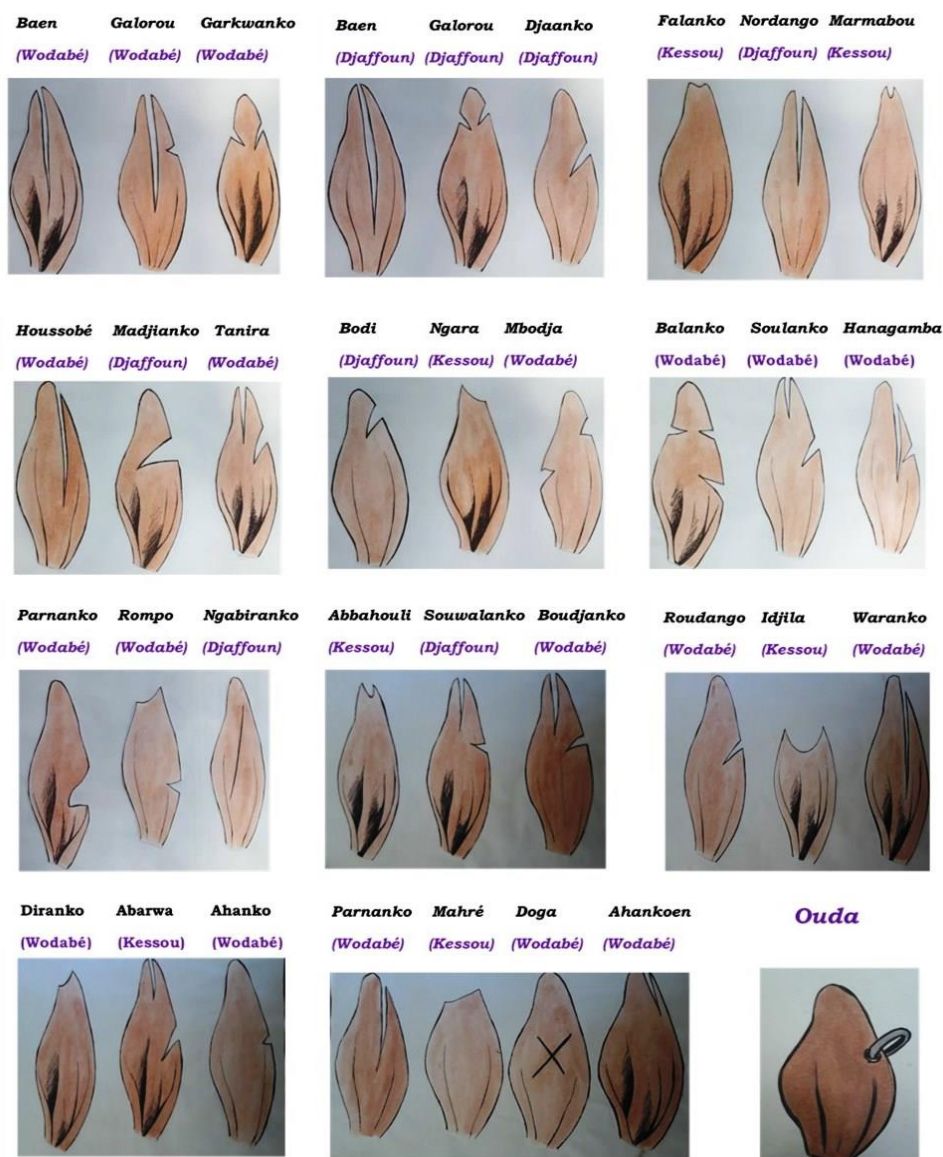
Ce système d'identification des bœufs par clan a réduit les vols de bétail. On ne peut se procurer une vache avec un marquage étranger à son clan qu'à la seule condition d'avoir des témoins, des habitués du marché de préférence en cas de revente de l'animal. Personne ne vend

40. Voir le tableau de représentation clanique du *Djellol*.

41. Ori Adamou, éleveur, entretien du 22 mai 2020 à Poli.

ce qui ne lui appartient pas selon l'appartenance clanique, excepté sur témoignage. De ce fait, et grâce aux multiples pistes qui franchissent les frontières du Tchad, du Cameroun et de la Centrafrique, les marchés à bétail situés dans les zones frontalières sont devenus les lieux privilégiés d'écoulement du bétail volé.

Représentation clanique du Djellol



Source : Thèse Fanta Dada Petel, dessin Mohaman Nour, 23 août 2018, Garoua⁴².

42. F. Dada Petel, Thèse de doctorat sur les Mbororo de la région du nord (Cameroun) et la modernité : la sédentarisation et ses ambivalences (1904-2018), *op. cit.*

En matière de stratégie de prévention des vols de bétail en milieu pastoral, il existe également le *Djarlol*, pratique très commune qui consiste à exciter un animal, puis à le rendre méfiant et agressif en présence d'un étranger. Plusieurs breuvages sont composés à cet effet. Aucun voleur ne pourra s'approcher de l'animal durant toute sa vie⁴³.

Le système de marquage des bœufs et leur dressage par les bergers sont dissuasifs pour les voleurs. Dès lors, le vol des bœufs de proximité se complique. Pour vendre un bœuf volé, il faut parcourir de longues distances, voire traverser la frontière pour se rendre dans le marché à bétail d'un pays voisin. Les vols tendent donc à se limiter au bétail proche des zones frontalières.

Les *Dan Banga* : milice coutumière

Les *Dan Banga* sont une sorte de milice coutumière qui lutte contre le banditisme rural. Dirigés généralement par les chefs locaux, ils sont mis sur pied pour débusquer les bandits qui menacent les Mbororo. Face au phénomène d'enlèvement, ils viennent renforcer les forces de l'ordre et entretiennent une coopération civilo-militaire. Ils sont issus de la communauté mbororo et font partie de la classe d'âge des jeunes, allant de 18 à 40 ans⁴⁴.

Leur première mission est celle du renseignement en brousse. Ils sont un relais d'information entre les forces de sécurité étatiques et les éleveurs mbororo qui ne font pas confiance aux forces de l'ordre et ne sont pas enclins à leur fournir des informations. En plus de l'action de renseignement, les forces de l'ordre sollicitent l'aide des *Dan Mbanga* sur le terrain comme guides et pisteurs. En raison de leur connaissance de la brousse, les *Dan Banga* les assistent pour débusquer les *zarguina* ainsi que pour les cas de prises d'otage avec demande de rançon car : « Ils maîtrisent les traces des sabots, ils connaissent par expérience la durée de ces traces au sol, l'entaille d'une herbe. Lorsqu'ils vous disent "ça fait deux jours" et ils ont avec eux quatre bœufs, ils le font avec certitude. ⁴⁵ »

43. *Ardô* Mbagodji Ori, chef de clan Djaafoun, entretien du 8 décembre 2020 à Mbaïboum.

44. Sergent-chef Bouffissana, entretien du 7 décembre 2020 à Touboro.

45. Jean Baptiste Mbonki, administrateur civil, entretien du 7 juillet 2020 à Bibémi.

Dan banga à Poli



Source : Fanta Dada Petel, 23 mai 2017 à Poli.

Dan banga en faction sur la route de Bamanga allant à Garoua



Source : Fanta Dada Petel, 9 août 2018 sur la Bamanga.

Faute de prise en charge financière, les *Dan Banga* sont devenus une arme à double tranchant. Pour cette surveillance de la brousse, les autorités n'ont offert au mieux que des chaussures, torches et téléphones. Aucune rémunération n'a été donnée à ces vigiles de la brousse. Pour couronner le tout, en 2018, à la suite du conflit anglophone, le gouvernement a exigé qu'on retire toutes les armes (même de fabrication artisanale) aux mains de ces vigiles.

De ce fait, par appât du gain, certains membres des *Dan Banga* sont aujourd'hui les complices de bandits et jouent un double jeu. Il devient dès lors difficile de déterminer qui est bandit et qui ne l'est pas. De même, certains chefs mbororo, pour garantir leur propre protection, renseignent à la fois les bandits sur la population nantie et livrent de fausses informations aux forces de l'ordre.

La *hunguiya* : repentance et pardon pour les bandits

La *hunguiya* (« le grand serment » en fulfulde) est une pratique d'aveu et de jugement inspirée à la fois par le *Pulaaku* (code de conduite des Peuls⁴⁶) et l'islam. Cette pratique ne peut être tout à fait qualifiée de traditionnelle car, d'une part, elle est née au Nigeria en 2003 et, d'autre part, elle intègre des croyances anciennes et modernes chez les Peuls. Selon Christian Seignobos, les premiers grands rassemblements appelés *hunguiya* ont débuté au Nigeria, dans l'État de l'Adamawa, qui connaissait également un fort banditisme des coupeurs de route⁴⁷. Cautonnées par l'émir de Yola, ces manifestations consistaient en des aveux et des déclarations de repentance des *zarguin*s qui étaient pardonnés par les autorités coutumières locales. Il s'agit donc d'une sorte de commission « Vérité et Réconciliation » spécifique aux Mbororo⁴⁸ et qui illustre les processus de réinvention de la tradition étudiés par Éric Hobsbawm et Terence Ranger⁴⁹.

46. Le *pulaaku* codifie l'ensemble des relations sociales à l'intérieur comme à l'extérieur de la communauté.

47. À l'instar du Nord-Cameroun, le nord du Nigeria connaît un banditisme structurel et il convient de noter que le problème n'a pas été résolu par l'invention de la *Hunguiya*. Voir « Nigeria : une attaque de voleurs de bétail fait au moins 88 morts », *France Info*, 6 juin 2021, disponible sur : www.francetvinfo.fr.

48. C. Seignobos, « Le *pulaaku*, ultime recours contre les coupeurs de route. Province du Nord au Cameroun », *Afrique contemporaine*, n° 240, 2011/4, p. 11-23.

49. L'invention de la tradition est un concept selon lequel il existe beaucoup de traditions qui ont été forgées récemment alors qu'elles semblent ou se prétendent anciennes. Les « traditions inventées » sont souvent des réponses à des temps de crise. Voir E. Hobsbawm, « Inventer des traditions », *Enquête*, n° 2, 1995.

La pratique de cette justice sociale au Nigeria poussa malheureusement certains bandits au Cameroun et accentua le banditisme dans le Septentrion. Au Cameroun, les promoteurs de la *hunguiya* furent les ardo Saada et Aliyu, ce dernier étant à la tête de *hunguiya pulaaku*⁵⁰. Ces assemblées de repentance ont généralement lieu sur les places devant les palais des lamidos fulbé. Les bandits repentants se présentent devant un tribunal composé d'*arbe* et d'*alkali*⁵¹. Après avoir confessé leurs crimes, ils subissent un châtement corporel, puis jurent sur le Coran de ne plus voler et remettent une somme partagée entre le tribunal et le lamido.

Les autorités territoriales camerounaises sont partagées face à la *hunguiya*. Tandis que certaines ont vu dans cette pratique une solution, d'autres l'ont fustigée. À titre d'exemple, à Poli, la *hunguiya* a immédiatement bien fonctionné grâce au préfet qui a su réunir représentants de l'administration et membres de la *hunguiya*. À l'opposé, à Garoua, le préfet a interdit ces manifestations et le sous-préfet de Ngong menaça même de faire arrêter les *arbe* désobéissants⁵². À Garoua, l'arrivée à la préfecture d'une nouvelle équipe composée de Nordistes a permis à la *hunguiya* de reprendre vigueur. Le nouveau préfet a réuni les autorités traditionnelles et les responsables de la sécurité, réhabilitant les *Dan banga* et poussant à une coopération sans réserve de tous. Les commandements locaux des Bataillons d'intervention rapide (BIR) ont vite compris le parti qu'ils pouvaient tirer de ces ex-*zarguina*, baptisés les « soldats de la *hunguiya* ». Ils sont jeunes et mobiles comme les *zarguina*, capables de rallier les lieux des rendez-vous pour payer des rançons. Ils sont tous munis de téléphones portables et la plupart disposent de motos. Ils ne remplacent néanmoins pas les *Dan Banga* et ces auxiliaires ne sont pas armés⁵³.

La *hunguiya* a été un grand succès à Mayo-Oulo en 2008⁵⁴. Tout un bureau fut mis en place avec le lamido comme président d'honneur. C'est une organisation de reconversion des malfrats, une sorte de repentance faite au nom du Coran : jurer ne plus commettre les crimes dont ils sont coupables et accompagner les forces de l'ordre contre les malfrats non repentis. Les ex-bandits ont même un badge

50. Il existe trois *hunguiya* : « *Mi yetti Allah* », la « *hunguiya pulaaku* » et la « *hunguiya kaoutal pulaaku* » ayant à leur tête les *arbe* représentants les grands clans Mbororo. Chez les Mbororo en effet, le *ardo* est gardien du *pulaaku*, symbole de foi et de croyance, et aucun voleur n'a le courage de l'outrepasser une fois en face du *ardo* qui représente son clan sous peine d'exclusion. *Ardo* Aliyu, chef de clan *Wodaabe*, entretien du 11 février 2021 à Laïnguel Bintou/Demsa. Pour plus de détails, lire la thèse de Fanta Dada Petel, chapitre 1, *op. cit.*

51. Juge coutumier dans un lamidat.

52. *Ardo* Aliyu, chef de clan *Wodaabe*, entretien du 12 février 2021 à Laïnguel Bintou/Demsa.

53. Tsedomo Robert, commandant ayant exercé à la compagnie de gendarmerie du Faro, entretien du 12 janvier 2019 à Garoua.

54. Hamadou Babalé, entretien du 7 août 2020 à Mayo-Oulo.

reconnu par l'administration. Et pour la *hunguiya*, les voleurs viennent d'eux-mêmes au tribunal traditionnel programmé longtemps à l'avance. Le voleur jure de ne plus recommencer et, s'il récidivait, il serait cette fois remis entre les mains de la justice⁵⁵.

Pourtant ailleurs dans le Mayo-Rey, la *hunguiya* fut un échec. Touboro et Madingring ont organisé un rassemblement qui a tourné court. Présidé par les *Dogaris*⁵⁶ qui voulaient en réalité appliquer des sentences punitives aux malfaiteurs, le rassemblement n'a eu pour effet que de faire fuir les bandits. Ces derniers préférèrent éviter les *Dogaris* du lamido qui étaient à la fois sévères et intéressés. Il fallait payer avant de toucher le Coran et à tout moment ils pouvaient revenir arrêter les repentis : « Ils peuvent ne pas te conduire au commissariat, mais tu n'auras tout de même pas la paix⁵⁷. »

Dans certains cas, les *arbe* de la *hunguiya* ont joué les médiateurs avec d'autres éleveurs au comportement agressif⁵⁸. Mais force est de reconnaître que la *hunguiya* repose sur le consensus des autorités locales traditionnelles (les *arbe*, les *lamibe*) et administratives et sur la réputation de probité de ses initiateurs. Or, la complicité de certains chefs coutumiers avec les bandits a été mise à jour à plusieurs reprises. Ainsi le *ardo* Djao, le *ardo* des Danedji du grand groupe *Wodaabe* à Poli, a fait de la prison pour complicité avec des malfrats⁵⁹.

55. *Ardo* Aliyu, entretien du 12 février 2021 à Laïnguel Bintou/Demsa.

56. Les *Dogaris* sont les gardes de la cour du lamido, réputés être intransigeants et fidèles au lamido. Ils sont le symbole de la puissance de chaque lamidat.

57. Hamadou Babalé, entretien du 7 août 2020 à Mayo-Oulo.

58. C. Seignobos, « Le *pulaaku*, ultime recours contre les coupeurs de route. Province du Nord au Cameroun », *Afrique contemporaine, op. cit.*

59. Tsedomo Robert, commandant ayant exercé à la compagnie de gendarmerie du Faro, entretien du 12 janvier 2019 à Garoua.

Conclusion

Face au banditisme rural, les efforts sécuritaires des communautés mbororo et de l'État s'articulent en partie. Les *Dan Banga*, les comités de vigilance villageois et, dans une moindre mesure, la *hunguiya* illustrent l'interaction entre les autorités coutumières et les autorités d'État dans le domaine sécuritaire. C'est sur la base d'un rapport de sécurité produit par la Mbororo Social and Cultural Development Association (Mboscuda) que le gouvernement a décidé de la création d'un camp de Bataillon d'infanterie motorisé dans l'Adamaoua, précisément dans l'arrondissement de Bellel, pour lutter contre le banditisme⁶⁰. Une certaine coordination a donc été établie mais la marge de progrès reste importante. Le principal obstacle à une amélioration de la coordination de ces efforts est la méfiance réciproque entre Mbororo et représentants de l'État. Pour les seconds, les Mbororo sont les instigateurs de l'insécurité rurale tandis que, pour les Mbororo, les représentants de l'État font partie du système de gouvernance qui leur est hostile depuis longtemps. Ces deux visions, qui ne sont pas dénuées de vérité mais aussi de partis pris, empêchent d'établir une coordination sécuritaire étroite.

Afin d'améliorer la relation entre les Mbororo et les autorités et de réduire l'insécurité rurale, certaines mesures pourraient être considérées, telles que :

- une simplification officielle des multiples taxes dues par les éleveurs ;
- la création de zones d'élevage exclusive soumises à une surveillance particulière ;
- la lutte contre les discriminations dont sont victimes les Mbororo ;
- la sensibilisation des propriétaires bovins sur la paie des bouviers qui, faute de salaire raisonnable, peuvent contribuer au banditisme ;
- la formation des jeunes mbororo à des activités diverses, notamment le transport et le commerce pour assurer la multiplication des revenus ;
- le renforcement du dialogue entre représentants de l'État, chefs traditionnels, arbé et les associations culturelles Mbororo, notamment la Mboscuda, très influente parmi les Mbororo ;
- le renforcement de la collaboration entre militaires et milices communautaires à travers l'équipement non légal de ces dernières et leur suivi continu.

60. Rapport synthétique de la situation sécuritaire dans la région de l'Adamaoua, Mboscuda, 11 janvier 2019.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org